

Réflexion sur une primaire de la gauche - Le PCF, le Front de gauche, le rassemblement

dimanche 28 février 2016, par [MARTELLI Roger](#) (Date de rédaction antérieure : 22 février 2016).

Le PS envisage désormais des primaires à gauche, fin 2016. Le PCF se rallie à l'idée, pour octobre. La primaire est donc bien installée dans les tuyaux. Remède miracle ou impasse redoutable ? Passage en revue de quelques arguments...

1. « Il faut que la gauche soit présente au second tour »

Sur le papier, cela semble aller de soi. Même si la notion de gauche a pris du plomb dans l'aile, le clivage droite-gauche reste structurant. Mais son devenir ne peut s'envisager dans l'abstrait. La conjoncture française - et européenne - est marquée par un trait majeur : la percée de l'extrême droite, sur la base de la désespérance, du ressentiment, de l'esprit d'exclusion.

L'extrême droite progresse. Mais les régionales et les sondages disponibles suggèrent que, pour l'instant, elle continue de repousser et d'agrèger contre elle en situation de second tour. Le danger de voir l'extrême droite gagner en 2017 est donc réel, mais peu probable. Les digues résistent encore ; mais une nouvelle poussée du FN risque de les faire tomber après 2017.

Dans un système présidentialisé comme le nôtre, la logique des primaires pousse vers le choix du « moins-disant » supposé plus rassembleur. En 2007 et 2012, elle a conduit les militants et sympathisants socialistes vers un choix qui, bien souvent, n'était pas d'abord de contenu mais d'opportunité. Dans les deux cas, elle a porté vers une personnalité jugée au « centre » (Hollande), plutôt que vers la « gauche » (Aubry, Montebourg) ou vers la « droite » (Valls). Dans les deux cas, ajoutons encore que la gauche n'était pas « sortante », qu'elle n'avait pas dans ses bagages ce qui est à la fois le poids et la légitimité institutionnelle du pouvoir. Faut-il exclure que, face à la menace droite-FN, la pente institutionnelle pousse une majorité de gauche à légitimer l'orientation Hollande-Valls, fût-ce par défaut ? Ce n'est pas exclu.

Or nous savons par avance que les conséquences en seraient catastrophiques. Un gouvernement réputé de gauche qui ne mène pas une politique de gauche n'empêche pas la mobilisation d'une droite radicalisée par sa fraction extrême, décourage le cœur de l'électorat gauche, accentue le désarroi des couches populaires et anesthésie la conflictualité sociale. Autant d'aliments pour une nouvelle poussée, cette fois décisive, du Front national...

2. « Une primaire peut ouvrir la porte à une candidature plus à gauche »

Le pari du PCF est qu'un processus de débat sur fond invalidera la ligne gouvernementale et promouvra une orientation et un candidat nettement plus marqués à gauche. On vient de dire que rien n'est acquis en ce sens. Mais poussons plus avant l'hypothèse de la défaite politique d'une orientation ouvertement sociale-libérale. Qui critique aujourd'hui la politique de l'exécutif ? Des

individus et des forces en distance dès avant 2012 avec le recentrage socialiste déjà amorcé, mais aussi d'autres qui ont accompagné l'aventure Hollande, parfois même au-delà de l'arrivée de Valls à la tête du gouvernement. Sous réserve de repentirs ultérieurs, nul de ce côté-là n'a fait l'inventaire critique de ses choix d'un passé récent.

En admettant même que Hollande et Valls sont écartés, la logique des primaires devrait se manifester là encore en faveur du « moins-disant ». La base du rassemblement pourrait être alors, par exemple, un retour à la tonalité du « discours du Bourget » de janvier 2012 (« Mon adversaire, c'est la finance »). Or ce choix est loin d'être convaincant. Pour tout dire, ce ne serait rien d'autre qu'un retour à la logique Jospin de 1987 (« Oui à l'économie de marché oui, non à la société de marché »). On peut se dire à la limite que la méthode de ce temps-là relève du « moins pire » ; cela n'en fait pas pour autant un « mieux ». En tout état de cause, l'histoire a tranché : au terme des cinq années de gouvernement Jospin, on a connu la débâcle de la gauche et... la poussée spectaculaire de Jean-Marie Le Pen.

Si l'on veut que la gauche gagne et qu'elle réussisse – nous sommes contraints de vouloir les deux en même temps – la seule option raisonnable est une rupture avec la logique suivie à gauche comme à droite depuis plus de trente ans. Pas seulement la rupture avec Valls, mais la clôture d'une phase délétère de la gauche et de sa gestion.

3. « Le Front de gauche est moribond »

Il se trouve que le Front de gauche est à ce jour le seul regroupement politique qui fait de façon continue la promotion de ce type de rupture. Dès lors, il serait calamiteux de lui tourner le dos, soit parce qu'il serait trop « radical » et ne pourrait donc rassembler, soit parce qu'il ne le serait pas assez et serait donc incapable de mobiliser.

On dira peut-être qu'il n'est pas l'alpha et l'oméga du rassemblement nécessaire. On aura raison, mais il en a été l'instrument dynamique pendant quelques années. On dira aussi qu'il a ses limites, que certaines tiennent même à son origine jamais dépassée de cartel partisan plus ou moins brinqueballant, qu'il faut renforcer sa dynamique essoufflée par un authentique élan citoyen. L'affirmation est encore vraie.

Mais pour l'instant le Front de gauche est le repère à la fois le plus large et le plus clair sur les enjeux du moment. Cela ne lui donne aucun privilège, mais ne justifie pas qu'on le dédaigne et qu'on lui demande de se sacrifier sur l'autel d'une gauche non encore reconstruite. Passer à autre chose, sans autre forme de procès, serait contre-productif ; l'endormir dans des dialogues fumeux est mortifère.

Pourquoi ne pas partir de son existence, de ses valeurs, de son expérience, de ce qu'il peut aujourd'hui proposer ? Sur ces bases, pourquoi ne pas le tourner vers l'extérieur, en force qui comptera d'autant plus qu'elle est elle-même le fruit d'un rassemblement, héritière d'une histoire qui a inclus l'expérience de la campagne de 2005 contre le Traité constitutionnel européen ? Pourquoi ne pas le faire, non pas chacun de notre côté, mais ensemble ? Procéder ainsi ne serait pas faire de son maintien une fin en soi, la défense d'une institution pour elle-même ; ce n'en serait pas moins un passage obligé dans l'immédiat.

Et si nous décidons de le faire vivre, autant le faire raisonnablement : en pariant comme en 2012 sur sa force collective. Je suis convaincu que nous éclater aujourd'hui, quelles que soient les justifications avancées, c'est nous rétrécir et nous marginaliser, dans la solitude ou dans le marais. Fût-ce en clamant haut et fort que l'on ne cherche rien d'autre que le grand air du large...

Roger Martelli

P.-S.

* « Réflexion sur une primaire de la gauche ». Regards :

<http://www.regards.fr/qui-veut-la-peau-de-roger-martelli/article/reflexion-sur-une-primaire-de-la>